

Chapitre troisième : la société à responsabilité limitée :

Section 1 : les caractères de la SARL :

La SARL est toujours commerciale quel que soit son objet. Elle n'est ni tout à fait une société de personnes, ni tout à fait une société de capitaux. C'est un type original de société dont les règles de constitution et de fonctionnement sont inspirées tantôt des premières tantôt des secondes.

-les caractères empruntés aux sociétés de personnes sont les suivants :

.La SARL est généralement composée d'un petit nombre d'associés qui se connaissent et se font confiance. Elle ne peut regrouper plus de 50 associés.

.La session des parts sociales obéit à un régime qui limite la liberté des personnes en la matière (les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toute clause contraire est réputée non écrite).

.La gestion est assurée par une gérance comme dans la SNC.

-Les caractères empruntés à la société de capitaux :

.Les associés ne sont pas des commerçants.

.La responsabilité des associés est limitée au montant des apports faits par eux pour la formation du capital social.

La SARL est régie par les articles 4 à 87 et 113 à 117 de la loi 15-96.

Section 2 : la constitution de la SARL

La SARL obéit aux règles générales de constitution de toute société, avec quelques particularités :

- Les associés :

La SARL peut ne comporter qu'un associé (c'est la seule exception prévue à la règle de pluralité des associés). Mais, elle ne peut comprendre plus de 50 associés. Au delà de ce nombre, elle doit se transformer en SA. Elle a un délai de 2ans pour procéder à la transformation.

- Apports et capital social

Le capital social est librement fixé par les associés dans les statuts (art 46 de la loi 5-96).

Les apports peuvent être en numéraire, en nature et exceptionnellement en industrie (art 53 al 3).

Les apports en nature sont évalués sous la responsabilité d'un commissaire aux apports. Cette évaluation doit obligatoirement figurer dans les statuts. Le rapport d'évaluation est annexé aux statuts.

- Dénomination sociale

Elle peut contenir le nom d'un ou plusieurs associés. Elle doit être précédée ou suivie de la mention société à responsabilité limitée, ou par les initiales « SARL ».

Section 3 : le fonctionnement de la SARL

Paragraphe 1 : La gérance

A- Statut de gérant

Il peut être désigné un ou plusieurs gérants soit parmi les associés, soit parmi les tiers, à condition que ce soit des personnes physiques (art 62). Les statuts peuvent exiger la qualité d'associé pour être gérant.

Les gérants sont nommés dans les statuts ou par acte postérieur (art 62 al 2), et dans ce dernier cas, la décision doit être prise par les associés représentant au moins les $\frac{3}{4}$ du capital social. Toute clause exigeant une majorité plus élevée est réputée non écrite (art 75 al 2).

La durée des fonctions du gérant peut être limitée ou illimitée. En l'absence de dispositions statutaires sur la durée des fonctions du gérant, ce dernier, qu'il soit associé ou non, est nommé pour une durée de 3 ans (art 62 al 3).

La loi ne prévoit aucune disposition relative à la rémunération du gérant. Mais, en général, ce sont soit les statuts soit les associés réunis en assemblée générale ordinaire qui décident la rémunération du gérant dans une SARL. Dans ce dernier cas, le gérant associé peut prendre part au vote.

Le gérant de la SARL a la possibilité de cumuler ses fonctions avec un contrat de travail au sein de la même société, à condition d'exercer un emploi effectif et d'être placé dans un état de subordination à l'égard de la société.

Le gérant peut être révoqué par les associés représentant les trois quart des parts sociales. La révocation peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle n'est pas fondée sur de justes motifs. Il ne s'agit donc pas d'une révocation ad-nutem.

Le gérant peut démissionner. Mais sa démission ne doit pas être faite de façon préjudiciable à la société. Dans ce cas, la société est en droit de réclamer des

dommages-intérêts au gérant démissionnaire à concurrence du préjudice que lui cause la démission.

B- Les pouvoirs de gérant :

Comme pour la SNC, la loi fait la distinction entre les rapports du gérant avec les associés et ses rapports avec les tiers.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés. Le gérant ne peut à titre d'exemple approuver seul les comptes de la société, ni modifier les statuts car ce sont des pouvoirs que la loi attribue aux associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant est le représentant légal de la société. A ce titre, il engage la société par sa signature.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve (art 63 al 3). Exemple : un gérant réserve un billet d'avion pour un déplacement personnel. Il le paye avec le chéquier de la société. Cet acte ne relève pas de l'objet social. La société est obligée de payer le billet d'avion car le tiers ne pouvait savoir que l'acte dépassait l'objet social. Les clauses statutaires limitant les pouvoirs des gérants sont Inopposables aux tiers.

Dans les rapports entre associés, les pouvoirs des gérants sont déterminés par les statuts, et dans le silence de ceux-ci, la loi autorise chaque gérant à accomplir tout acte de gestion dans l'intérêt de la société (art 63 al 1).

C- La responsabilité du gérant :

Le gérant peut engager sa responsabilité civile et pénale.

Responsabilité civile :

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas envers la société ou envers les tiers :

-des infractions aux dispositions légales (inobservation des formalités de constitution de société ou de modification des statuts, convocation irrégulière des assemblées, refus des documents sociaux aux associés...)

- de la violation des statuts (dépassement des limites statutaires)
- des fautes commises dans leur gestion (imprudence, négligence, fraude...)

La mise en œuvre de cette responsabilité se base sur les trois conditions classiques : faute, dommage et lien de causalité entre la faute et le dommage. Elle peut donner lieu à l'exercice de deux actions :

1-L'action individuelle en réparation du préjudice personnel subi par un associé ou par un tiers ;

2-L'action sociale pour obtenir réparation du préjudice subi par la société (art 67).

Responsabilité pénale :

Plusieurs infractions peuvent être retenues à l'encontre du gérant (art 104 à 117) : répartition de dividendes fictifs, présentation de comptes annuels qui ne sont pas le reflet de l'image fidèle, abus de biens sociaux, le défaut de convocation de l'assemblée...

Les peines varient pour l'emprisonnement d'un mois à deux ans, et pour l'amende de 2000 à 100 000 dhs. Les deux peines peuvent être cumulatives ou alternatives. Ces sanctions sont portées au double en cas de récidive.

Paragraphe 2 : les associés

A- Le pouvoir de décision

Le pouvoir de décision des associés s'exerce soit dans le cadre des assemblées générales, soit à travers la consultation écrite.

1- Assemblées générales :

Les associés sont appelés à prendre deux catégories de décisions :

-Ordinaires : elles concernent en particulier l'approbation du rapport de gestion, l'inventaire et les états de synthèse établis par les gérants dans les six mois de la clôture de l'exercice (art 70 al 1) ; la rémunération du gérant ; les autorisations à donner au gérant pour les actes qui excèdent ses pouvoirs ; la nomination du commissaire aux comptes s'il y'a lieu et l'approbation des conventions réglementées.

Les décisions sur première convocation doivent être prises à la majorité absolue (plus de la moitié des parts sociales émises par la société).

Si cette majorité n'est pas obtenue, une nouvelle délibération aura lieu sur deuxième convocation, et la majorité relative des votes suffira, quel que soit le nombre des votants, sauf disposition contraire des statuts (art 74 al 2).

-Extraordinaires : elles ont pour objet les modifications statutaires : augmentation ou réduction du capital ; transfert du siège social ; changement ou modification de l'objet ou de la dénomination ; changement de forme juridique. En principe, elles sont prises par les associés représentant au moins les trois quart des parts sociales et toute clause exigeant une majorité plus élevée est réputée non écrite (art 75 al 2).

Qu'elle soit ordinaire ou extraordinaire, l'assemblée est convoquée par le gérant ou à défaut par le commissaire aux comptes, le cas échéant (art 71 al 2). Elle peut également être convoquée à la demande d'un ou de plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou représentant à la fois le quart des parts sociales et le quart en nombre des associés (art 74 al 4), ou encore à la demande de tout associé qui, après avoir vainement demandé au gérant de convoquer l'assemblée, saisit le président du tribunal statuant en référé, pour voir désigner un mandataire de justice chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour (art 71 al 5).

2- La consultation écrite :

Sauf dans les deux cas où la tenue d'une assemblée est obligatoire (approbation du rapport de gestion, l'inventaire et les états de synthèse (art 70 al 1)), toutes les décisions ou certaines d'entre elles peuvent être prises par consultation écrite des associés (art 71 al 1).

Dans ce cas, les statuts déterminent la procédure et les délais de cette consultation.

Cette dernière est à l'initiative du gérant, à l'exclusion du commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice.

B- Le pouvoir de contrôle et de surveillance

Les associés disposent de plusieurs droits qui leur permettent de contrôler la marche de la société.

1- Droit à l'information :

Pour permettre aux associés d'être éclairés, la loi leur a donné un droit d'information.

C'est ainsi que tout associé, avec l'assistance éventuelle d'un conseiller (art 70 al 6), peut obtenir au siège social communication des livres, de l'inventaire, des états de synthèse, du rapport des gérants, du rapport du commissaire aux comptes s'il y'a lieu et des procès- verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices (art 70 al 4). A la demande de l'associé, des photocopies de ces documents (à l'exception de l'inventaire) doivent lui être fournies (art 70 al 5).

Par ailleurs, certains documents sont envoyés d'office aux associés 15 jours au moins avant la date de l'assemblée annuelle. Il s'agit du rapport de gestion, les états de synthèse, le texte des projets de résolution et s'il y'a lieu le rapport du commissaire aux comptes.

2- Droit de poser des questions écrites :

Tout associé non gérant peut deux fois par exercice, poser des questions écrites au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée au commissaire aux comptes s'il en existe (art 81).

3- Droit de demander la désignation d'un expert de gestion

Un ou plusieurs associés représentant au moins le quart du capital peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander au président du tribunal statuant en référé, la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion (art 80 al 1).

Le rapport est adressé au demandeur, au gérant, au commissaire aux comptes s'il en existe et sera annexé au rapport du commissaire aux comptes en vue de la prochaine assemblée générale (art 82 al 3).

4- Nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes :

En principe, l'assemblée générale peut nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes. Mais, cette nomination devient obligatoire si le chiffre d'affaires à la clôture d'un exercice social dépasse le montant de cinquante millions de dirhams hors taxes (art 80 al 2).

Même si ce seuil n'est pas atteint, la nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes peut être demandée au président du tribunal par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart du capital social (art 80 al 3).

Section 4 : la dissolution de la société

Outre les règles communes, la SARL obéit à des règles spéciales de dissolution. On peut citer :

- l'augmentation du nombre des associés au-delà de cinquante. Dans ce cas, la société doit se transformer en SA dans un délai de deux ans à moins que le nombre ne soit réduit à 50. A défaut, elle est automatiquement dissoute sans qu'il soit nécessaire de demander en justice la dissolution de la société.
- lorsque la société a pour associé unique une autre SARL composée elle-même d'une seule personne. Dans ce cas, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.
- Si du fait des pertes constatées dans les états de synthèse, la situation nette de la société devient inférieure au quart du capital social.

